

COMMERCE EXTÉRIEUR

L'Algérie exporte moins vers l'Union européenne

L'Algérie exporte moins vers l'Union européenne, même si sa balance commerciale s'affiche excédentaire. C'est ce que démontrent les statistiques communiquées hier par les Douanes nationales.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon le Centre national de l'informatique et des statistiques (CNIS), les échanges commerciaux de l'Algérie, réalisés durant le premier trimestre 2014 avec l'Union européenne, ont atteint 18,07 milliards de dollars.

Ainsi, l'Algérie a, durant les trois premiers mois de l'année, importé à hauteur de 7,14 milliards de dollars de l'Union européenne, tandis que les exportations algériennes vers le Vieux continent ont représenté 10,93 milliards de dollars.

En d'autres termes, l'Algérie affiche une balance commerciale relativement excédentaire, de 3,79 milliards de dollars, avec l'Union européenne. Néanmoins, et comme le relève le CNIS, les échanges que l'Algérie réalise avec cette communauté économique ont diminué.

Se référant à la même période de l'année écoulée, le CNIS

constate que les importations et les exportations de et vers l'Union européenne ont reculé, respectivement, de 7,87% et de 5,06%. En une année, l'attractivité commerciale de l'Algérie décline, notre pays exportant moins vers les pays européens qui demeurent néanmoins ses principaux partenaires commerciaux.

Selon le Centre, les échanges réalisés avec l'Union européenne constituent près de 60% (exactement 59,72%) du volume global du commerce extérieur de l'Algérie durant le premier trimestre écoulé, un volume global estimé à 30,26 milliards de dollars.

Cela, en précisant que les importations d'Europe ont représenté 51,60% des importations globales d'Algérie tandis que les exportations algériennes ont représenté 66,55% des exportations globales, essentiellement des hydrocarbures et leurs dérivés. A ce sujet, le CNIS précise



L'attractivité commerciale de l'Algérie décline.

que les exportations de l'Algérie ont atteint près de 16,43 milliards de dollars et les importations se sont établies à 13,83 milliards de dollars, ce qui s'est soldé par un excédent commercial de près de 2,6 mds usd.

De manière détaillée, le CNIS indique qu'en Europe, l'Espagne a devancé l'Italie, se classant 1^{er}

client de l'Algérie en absorbant près de 2,25 milliards de dollars (13,68%) de ses exportations. L'Italie est en 2^e place avec 2,18 milliards de dollars (13,31%), suivie par la France avec 1,96 milliard de dollars (11,97%), la Grande-Bretagne avec 1,61 milliard de dollars (9,82%) et enfin les Pays-Bas avec 1,52 milliard

de dollars, soit près de 9,3% du total. Quant à la Chine, le CNIS la classe au 14^e rang des clients de l'Algérie avec 352 millions de dollars (2,14%).

Pour ce qui est des fournisseurs de l'Algérie, et alors que la Chine demeure en tête du classement avec 1,87 milliard de dollars (13,52%), la France vient en seconde position avec plus de 1,67 milliard de dollars (12,11%), suivie de l'Italie avec 1,26 milliard de dollars (9,15%), l'Espagne avec 1,21 milliard de dollars (8,78%) et l'Allemagne avec 810 millions de dollars, soit 5,86%.

Quant aux Etats-Unis, le CNIS les classe au 6^e rang des fournisseurs de l'Algérie, avec 658 millions de dollars (4,76%) et à la 8^e place des clients avec 602 millions de dollars (3,66%). Notons par ailleurs que la Turquie reste également «un important» partenaire pour l'Algérie puisqu'elle est classée 6^e client avec une valeur de 915 millions de dollars (5,57%) du total et 7^e fournisseur avec 488 millions de dollars (3,53%) du global.

C. B.

BRAS DE FER CHEMINOTS-SNTF

Enfin une issue ?

Jeudi 8 mai, les cheminots avaient cessé le travail durant toute la journée, «nous avons arrêté de travailler jeudi dernier pour mettre la pression sur la direction», indique M. Benmessour, le chef de la section syndicale d'Alger. Après négociation avec la direction de la SNTF, le syndicat des conducteurs et inspecteurs de trains se dit satisfait de l'accord signé : «Toutes nos revendications ont été acceptées, ils vont nous payer non pas 36 mais 41 mois de rappel», précise M. Benmessour.

Saadia Gacem - Alger (Le Soir) - Depuis 2010, le secteur du transport ferroviaire a vécu plusieurs crises où les travailleurs de la SNTF ont paralysé le trafic pour exprimer les mêmes revendications, à savoir le rappel de 36 mois de salaire. Le représentant des travailleurs, Abdelhak Benmessour explique que la direction de la SNTF n'a pas cessé de les mener en bateau pour payer les rappels, malgré les

accords signés. En effet, après une grève nationale de quatre jours entre le 24 et le 27 mars, un protocole d'accord a été signé le 27 mars, entre les grévistes et la direction de la SNTF. La direction s'était engagée à satisfaire les doléances des grévistes à savoir : le paiement d'un rappel calculé sur la base du point indiciaire de 60 DA pour une période de 19 mois de juin 2010 au 31 décembre 2011 et sur la base

de 74 DA pour l'autre période de 17 mois allant du 1^{er} janvier 2012 au 31 mai 2014, soit 36 mois de rappel en tout.

Après les élections présidentielles l'accord n'était toujours pas satisfait, alors que ce dernier prévoyait d'arrêter les modalités de paiement à compter du 30 mars 2014. Par conséquent, les cheminots avaient menacé de mettre en place un autre appel à la grève nationale et illimitée à compter du dimanche 27 avril. La direction s'était empressée de calmer le jeu et de promettre un nouvel accord.

Jeudi dernier, n'ayant toujours pas été entendus, les conducteurs et les inspecteurs de train ont cessé le travail durant une journée. Leurs revendications ne concernaient plus 36 mois de rappel mais

41 mois. Nous avons contacté M. Benmessour, chef de la section syndicale d'Alger, qui s'est dit satisfait de l'accord signé ce jeudi 8 mai avec la direction de la SNTF, qui prévoit un paiement de la première tranche représentant 24 mois en juin. Quant à la seconde tranche, 17 mois, il n'y a pas de date fixée pour le moment, M. Benmessour promet qu'ils «resteront vigilants quant au respect de ce nouvel accord et à ce qu'une date soit rapidement fixée pour le paiement de la seconde tranche».

Le Président directeur général de la SNTF, M. Ben Djaballah, que nous avons également contacté, confirme de son côté l'accord signé avec le syndicat.

S. G.

ORAN : RENCONTRE RÉGIONALE DE «L'ESPACE CITOYEN»

Création d'une cellule régionale en vue d'actions élargies

Hier, s'est tenu à Oran, au niveau du siège de la LADH, un premier regroupement régional Ouest, organisé par les initiateurs de «l'espace citoyen». Réunis autour d'un même consensus, celui d'aboutir à une alternance démocratique, rejetant les pratiques du régime en place et avec pour principal objectif : le refus d'une gestion sécuritaire du pays et rendre à la politique toute sa noblesse. Un travail qui ne peut, diront les intervenants, se concrétiser qu'à travers le changement, et ce dernier ne peut s'effectuer sans la convergence et l'union des compétences pour constituer une force.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - De prime abord, l'un des initiateurs de cet espace citoyen, en l'occurrence M. Kaddour Chouicha, a tenu à préciser à l'assistance composée de citoyens, de syndicalistes, de représentants du mouvement Barakat, d'enseignants, d'étu-

dants, des membres de la LADH... en provenance des wilayas de l'Ouest, qu'au sein de cet espace citoyen, il est question de militer autour d'un «SMIG» se déclinant en trois points fondamentaux : les libertés individuelles et collectives, une réelle séparation des pou-

voirs législatif et judiciaire et la nécessité de confier l'organisation des élections à une commission indépendante et non pas à l'administration.

Et de préciser : «Au sein de l'espace citoyen, nous parlons de questions politiques mais pas de politique partisane. Notre but est une convergence citoyenne mais cela ne veut pas dire couper tout lien avec les partis politiques, au contraire, nous les appelons à prendre leurs responsabilités et rien n'exclut des discussions avec les partis politiques qui s'inscrivent dans notre objectif d'unir nos forces pour une alternance démocratique.»

Pour sa part, M. Salah Debouz, membre de la Ligue des

droits de l'Homme, estime qu'il n'y a pas un parti politique capable de provoquer le changement à lui seul, d'où dit-il, «toute l'importance de converger toutes les compétences et toutes les forces à même de faire face et de tenir tête à un pouvoir qui fait croire qu'il y a une pratique démocratique en Algérie, or, ceci, n'est qu'illusion».

Les débats qui ont suivi évoquaient pour la plupart une sorte d'étouffement des libertés, qu'elles soient syndicales ou tout simplement le droit à l'expression libre.

«D'où la nécessité que nos idées prennent le pouvoir et que le politique retrouve sa noblesse. En l'absence de contrepouvoir, le

changement reste difficile», diront les intervenants.

Mobilisation, sensibilisation et assumer ses engagements, étaient les mots d'ordre des participants à cette rencontre régionale de l'espace citoyen.

A l'issue d'un échange d'idées et de débat, il a été décidé dans un premier temps, la création d'une cellule régionale du comité citoyen qui se chargera de l'aspect communication et information.

De même que les participants se sont engagés à poursuivre le travail par des actions concrètes en organisant, chacun dans sa wilaya, des rencontres similaires pour sensibiliser et mobiliser.

A. B.